

RUBRIQUES

- 2 **Courrier des lecteurs**
 - 3 **En bref**
En direct des organisations internationales
 - 4 **Paroles d'économiste**
Laura Wallace s'entretient avec Amartya Sen
- 
- 34 **Point-contrepoint**
Quel rythme pour les réformes?
Graduel, dit *John McMillan*
Rapide, dit *Oleh Havrylyshyn*
 - 50 **L'abc de l'économie**
La libéralisation du compte de capital
M. Ayhan Kose et Eswar Prasad
 - 52 **Critiques de livres**
Why Globalization Works, Martin Wolf;
Open World: The Truth About Globalization, Philippe Legrain;
How Soccer Explains the World: An Unlikely Theory of Globalization, Franklin Foer;
The IMF and Economic Development, James Raymond Vreeland
 - 55 **Gros plan : Nigéria**
 - 56 **Entre nous**
Raghuram Rajan examine pourquoi les modèles orthodoxes ne sont pas des guides fiables de la politique économique

Photographies : couverture et page 8, FMI, Nations Unies et U.S. National Archives and Records Administration; table des matières et page 5, Denio Zara/FMI; table des matières et page 14, Hulton-Deutsche Collection/Corbis; table des matières et page 30, Reuters/Corbis; page 3, Ali Burafi/AFP; page 11, Toru Yamanaka/AFP; page 14, Hulton-Deutsche Collection/Corbis et FMI; page 15, Bettmann/Corbis, Denio Zara/FMI et David Brauchli/Reuters/Corbis; page 18, FMI; page 24, Enrique Macarian/Reuters; page 34, John McMillan; pages 35 et 39, AFP; page 38, FMI; page 46, George Mulala/AFP; pages 52-53, Michael Spilotro/FMI; page 56, FMI.

Illustrations : table des matières et page 21, Massoud Etemadi.

Horizon 2050

A QUOI ressemblerait le FMI de demain? C'est une question qui suscite actuellement la controverse au sein comme à l'extérieur de l'institution à l'heure de son sixième anniversaire. Il est certes impossible de prédire l'avenir, mais il est possible d'imaginer les conséquences de certaines des forces susceptibles de façonner l'économie mondiale — et donc le FMI — dans les vingt-cinq à cinquante années à venir. Par exemple, l'une des principales raisons pour lesquelles le FMI devra peut-être s'attendre à voir des tensions encore plus grandes s'exercer sur ses ressources financières est l'importance croissante des pays émergents — nouveaux venus sur les marchés financiers mondiaux qui sont appelés à faire face à des risques de crise financière particulièrement élevés. Notre rubrique *Pleins feux* cite une étude du FMI selon laquelle leur part dans le PIB mondial pourrait passer des 10 % actuels à environ 33 % en 2025.

Comment le FMI peut-il s'y préparer? La solution réside assurément dans les réponses à quatre questions essentielles : comment le FMI peut-il renforcer sa surveillance pour donner plus efficacement l'alerte lorsque les troubles économiques se profilent à l'horizon et pour mieux faire valoir les intérêts de la communauté internationale lorsque les pays mènent des politiques peu avisées? Comment peut-il améliorer sa contribution à la résolution des crises financières pour permettre aux pays de regagner accès aux marchés des capitaux et de relancer leur économie? Comment peut-il aider davantage les pays à faible revenu — dont la majorité se trouve en Afrique subsaharienne — à sortir de l'extrême pauvreté? Enfin, comment peut-il rendre plus équitable la répartition des voix et plus efficace son mode de gestion de manière à conserver sa légitimité politique?

Pour éclairer la question et stimuler le débat, *F&D* s'est adressé à quelques sommités extérieures au FMI, dont beaucoup en faisaient autrefois partie. Sur la gouvernance, nous nous sommes tournés vers Leo Van Houtven, qui a siégé pendant près de vingt ans en qualité de Secrétaire du FMI à son Conseil d'administration, organe chargé de la conduite de ses affaires courantes. Évoquant ce qu'il appelle l'ingérence accrue du Groupe des Sept grands pays industrialisés et la nécessité d'une réforme des quotes-parts au FMI, il préconise de remanier le Conseil d'administration — notamment en ramenant le nombre des administrateurs de 24 à 14 et en donnant à ces administrateurs un plus grand pouvoir de décision. Cyrus Rustomjee, qui fut Administrateur du FMI (pour un groupe de pays comprenant environ la moitié des pays africains), soutient lui aussi que de profonds changements s'imposent au Conseil d'administration, en particulier pour donner aux pays en développement davantage voix au chapitre dans un esprit d'équité. Il appelle en outre à une refonte de la facilité de prêt du FMI en faveur des pays les plus pauvres.

F&D a, par ailleurs, sollicité les avis de trois anciens Directeurs généraux. Ils ont émis des suggestions concernant l'avenir du FMI. Mais au sujet d'une question cruciale — la proposition de réduire la taille du Conseil d'administration en consolidant les sièges des pays membres de l'Union européenne (au nombre de 10 actuellement) —, le manque de consensus entre eux est sans aucun doute fort révélateur de la controverse à attendre sur le FMI de demain.

Laura Wallace
Rédactrice en chef